

## COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

### **Charles KUPCHAN, Professeur en relations internationales à l'université de Georgetown**

Je souhaiterais apporter au panel deux précisions concernant des questions qui étaient déjà sur la table, avant d'élargir le débat. La première touche précisément ce qu'a dit Kemal, à savoir la question de l'immigration régionale et de la démocratisation du processus. Je suis de l'avis de Kemal lorsqu'il explique que ces expériences d'intégration régionale nécessitent un profond enracinement social, sans quoi elles sont très vulnérables. Dans mon pays (les Etats-Unis), l'union s'est désagrégée dans les années 1860 et ce n'est qu'après la guerre de Sécession que les personnes ont commencé à se penser en tant qu'Américains en premier lieu puis Virginiens ou Marylanders dans un second temps. Ce point était crucial pour la stabilité de notre union. Cependant, par ailleurs, ce qui semble s'être produit en Europe est que l'union s'est politisée. Aujourd'hui, lorsque l'on interroge les gens dans la rue sur l'Europe ils ne répondent pas en termes élogieux. N'y a-t-il pas, en conséquence, un risque si l'on favorise l'immigration régionale tout en sollicitant une plus grande participation populaire de rendre le processus plus difficile en définitive ? Comment trouver un équilibre ?

L'autre question qui est revenue à plusieurs reprises est la tension entre la mondialisation et l'intégration régionale. Je me demande si le panel a le sentiment que la portée, la vitesse et le volume des flux mondiaux sont tels aujourd'hui qu'il devient extrêmement compliqué pour les gouvernements, qu'il s'agisse du gouvernement américain, du gouvernement allemand ou de Bruxelles, d'avoir la maîtrise de leur destinée. Des forces plus imposantes que la politique des gouvernements nous bousculent. Avons-nous besoin de plus de réglementation ? Avons-nous besoin d'un système qui puisse empêcher le type de traumatisme dont nous avons été témoins au niveau politique ? Je me demande si Madame la Ministre Fu pourrait nous dire quelques mots sur le point de vue de la Chine sur la question de la contribution au fonds de sauvetage de la Grèce ici en Europe. Il y a eu un débat sur la question de savoir si les puissances émergentes excédentaires pourraient aider l'Europe. Pouvez-vous nous parler de cela ? Qui veut prendre la parole sur ces questions ?

### **Toomas Hendrik ILVES, Président de la République d'Estonie**

Je voudrais rapidement dire quelques mots sur la démocratisation, qui a été abordée à plusieurs reprises, et je pense que de plus en plus de personnes évoquent le besoin d'une action directe dans l'Union Européenne et ainsi de suite. Il nous faut vraiment réussir à déterminer le type de dispositifs institutionnels dont nous disposons. Pour ma part, je soutiens avec force une plus grande démocratisation de l'Union Européenne, dont je pense qu'elle sera possible uniquement grâce à une fédéralisation, car si vous avez des élections directes pour la présidence du Conseil Européen et de la Commission, aucun petit pays membre ne serait en mesure de faire élire son représentant. Je pense que cela aurait pour conséquence la perte d'un certain nombre de petits membres au sein de l'union. C'est comme le dialogue mélien de Thucydide. Les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder.

Un des succès de l'Union Européenne tient en ce que les petits pays se sentent bien en présence de l'Allemagne et de la France, mais je pense que si nous visons une démocratie accrue, alors nous aurons besoin d'une réelle représentation proportionnelle et d'un organe de type Sénat dans lequel chaque pays, quelle que soit sa taille, a un vote, ce qui implique d'avoir une législature bicamérale. Cette option serait plus efficace que la situation actuelle au sein du Parlement européen, dans lequel j'ai eu le plaisir de servir quelque temps, où un Estonien vaut en réalité 16 Allemands, puisque telle est la proportion du nombre des Membres du Parlement européen de l'Estonie pour notre population comparée à l'Allemagne, et je ne pense pas que cela soit satisfaisant pour l'Allemagne. D'un autre côté, si nous faisons le choix de la proportionnelle dans un Parlement à une seule Chambre, nous obtiendrions la moitié d'un

Estonien. Il faut donc apporter une solution institutionnelle à ces questions avant de pouvoir avancer sur le sujet de la démocratisation et je pense que la fédéralisation est le bon moyen d'aller de l'avant. De fait, c'est que qu'ont fait les Etats-Unis.

**Kemal DERVIS, Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Je pense qu'il faudra toujours rechercher un équilibre entre les Etats nations constitutifs de la famille européenne et la population dans son ensemble – les citoyens. Cependant, je ne suis pas tout à fait du même avis que le président – ou plutôt, je souhaite souligner un autre point. Si la démocratie européenne prend de l'ampleur et si les partis politiques européens acquièrent un caractère plus transfrontalier, un social-démocrate ou un chrétien-démocrate dynamique provenant d'un tout petit pays mais qui dispose d'une bonne réputation en Europe pourrait très bien être élu, car dans ce type d'Europe les gens ne vont pas élire un Estonien, un Hongrois ou un Portugais, par exemple, mais avant tout quelqu'un qui représente au mieux leurs aspirations.

Encore une fois, je pense que nous en sommes loin, mais que nous pouvons réfléchir en ces termes-là. Aux Etats-Unis, le président Clinton était originaire de l'Arkansas, un des plus petits Etats, et il est devenu le chef du Parti démocrate. Je ne pense donc pas que la petite taille d'un pays doive disqualifier, des personnes originaires de ce pays de se porter candidats à des fonctions de leader, dès lors qu'il s'agit de personnalités fortes à même de jouer un rôle de dirigeant dans un contexte paneuropéen.

**Toomas Hendrik ILVES, Président de la République d'Estonie**

Ce serait fort bien, mais sept années après l'élargissement de l'UE, les nouveaux Etats membres continuent à être largement sous-représentés parmi les postes importants de la Commission européenne. Je dirais même que c'en est écœurant, l'idée étant apparemment que les citoyens des anciens Etats membres sont plus intelligents. Quoi qu'il en soit, c'est vrai : il y a presque huit ans que l'élargissement a eu lieu et pourtant si vous étudiez la répartition des postes de Directeurs Généraux en charge des Directions générales de l'Union européenne, on constate que pratiquement aucune tentative sérieuse n'a été faite pour disposer d'une représentation égalitaire des pays au sein de l'union. Ainsi va la vie.

**FU Ying, Vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine**

Permettez-moi de répondre à la question concernant la contribution de la Chine aux efforts de sauvetage de l'Europe. Récemment, mes propos ont été déformés, malgré la présence de guillemets, et j'aurais dit que la Chine ne doit pas affecter ses réserves au sauvetage de l'Europe. Il est inutile d'expliquer à cet auditoire ce que sont ces réserves ni comment, où et pourquoi elles sont gérées, mais je vais préciser un point. Les discussions répétées visant à savoir si la Chine et les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) doivent ou non sauver l'Europe est un concept trompeur. Je ne sais pas quel est votre ressenti en Angleterre, en France ou en Allemagne, mais traduit en chinois, cela ressemble à de l'aide au développement, or ce n'est pas ce dont vous parlez. Je pense que l'Europe a besoin de partenaires, et dans ce sens, la Chine s'est avérée être un participant de taille. Grâce aux efforts fournis en 2009, la Chine a contribué au FMI à Londres à hauteur de 50 milliards et s'est efforcée d'investir en Europe ces dernières années. Notre investissement croît plus vite que jamais malgré les différentes opinions qui peuvent exister en Europe au sujet de l'investissement chinois. Nous avons envoyé environ 30 équipes d'acheteurs en Europe depuis le début de la crise financière, ce qui explique l'augmentation à deux chiffres de nos importations depuis l'Europe, et nous disposons d'un plan visant à augmenter nos importations d'Europe l'année prochaine.



Je pense que nous souhaitons contribuer à l'effort de stimulation de l'économie, à l'accroissement des possibilités d'emploi et participer à l'effort européen. En Chine, 120 millions de personnes vivent avec un dollar par jour. Ce n'est donc pas le genre de pays qui est riche au point d'envisager de sauver les autres. Cependant, cela ne veut pas dire que les Chinois veulent rester à l'écart de cet effort général. Comme l'a expliqué Sa Sainteté, nous sommes tous interdépendants.

Je voudrais également parler un peu de ce déséquilibre. Je suis moi aussi d'avis que le monde doit être plus équilibré et la Chine a augmenté sa consommation intérieure. Cependant, il ne faut pas confondre les deux. Le fait que certains pays connaissent des difficultés n'est pas dû au fait que la Chine ne consomme pas davantage. Prenons un exemple. L'iPhone est fabriqué en Chine, qui gagne 6 dollars par iPhone et ces 6 dollars en seront probablement prêtés. Si les personnes qui empruntent les 6 dollars augmentaient leur ratio d'endettement 40 fois et le dépensaient pour consommer, la Chine n'aurait pas besoin d'aider.

Je pense que ces pays doivent faire des économies et que les pays qui ont fait des erreurs par le passé en dépensant trop doivent se remettre sur le droit chemin de la consommation. La Chine ne doit pas être encouragée à dépenser trop en encourageant la consommation. Je pense que la Chine doit maintenir sa consommation dans la limite de ses capacités à créer des richesses et, tandis que nous devenons plus forts économiquement, notre consommation va s'accroître, ce qui est déjà le cas. Je pense qu'il s'agit de deux choses différentes à ne pas mélanger.

**Charles KUPCHAN, Professeur en relations internationales à l'université de Georgetown**

Votre Sainteté, souhaiteriez-vous ajouter quelque chose avant de passer aux questions de l'assistance ?

**Sa Sainteté Bartholomée 1<sup>er</sup>, Patriarche œcuménique de Constantinople**

Je souhaiterais ajouter quelques mots. J'ai entendu qu'il ne fallait pas saper les petits pays et que l'Europe a besoin de partenaires et ainsi de suite. Je remarque que de nombreuses organisations mondiales comportent le mot « Monde » dans leur intitulé, mais qu'elles n'incluent pas tous les partenaires mondiaux. Nous avons les Nations Unies, où toutes les nations ne sont pas incluses. Nous avons la Banque mondiale, mais tout le monde n'y est pas. J'ai eu l'honneur de participer au Forum économique mondial à deux reprises, auquel ne participent pas, bien entendu, tous les pays et tous les Etats.

En 1948 à Amsterdam, nous, les Chrétiens, avons fondé le Conseil œcuménique des Eglises et pourtant l'église catholique romaine ne compte pas parmi ses membres. Il nous faut donc repenser le besoin d'inclure davantage et de solliciter la participation et la contribution de tous les autres peuples, nations, pays, et Etats, parce que tout le monde peut apporter quelque chose et aider la société mondiale et universelle qui sera basée et fondée sur des principes universels. Si cette nouvelle société mondiale est basée et fondée sur des valeurs et des principes communément acceptés, alors nous pouvons être optimistes et envisager un avenir meilleur.

**Charles KUPCHAN, Professeur en relations internationales de l'université de Georgetown**

Merci beaucoup. Nous allons maintenant prendre les questions du public.